

Nouvelles locales du lundi 11 novembre 2013

@rib News, 11/11/2013 | Politique - AprÃs la rÃponse du porte-parole du prÃsident de la RÃpublique faisant suite Ã la pÃtition de plus de 67.000 Banamarimwe adressÃe au prÃsident de la RÃpublique pour lui demander d'aider Ã rÃsoudre les problÃmes qui minent leur parti, ils ont choisi cette fois d'adresser une autre correspondance aux chefs d'Etats de la sous-rÃgion. Selon Rwsa Agathon, cette rÃponse de Willy Nyamitwe semble Ãtre sa propre rÃponse au lieu d'Ãtre celle de son patron. Il considÃre que le prÃsident de la RÃpublique est lui-mÃme membre d'un parti politique et n'a donc pour raison d'affirmer que les problÃmes des partis politiques ne le concernent pas.

Selon donc cette nouvelle correspondance, les membres du parti FNL proches d'Agathon Rwsa trouvent que les prÃsidents des pays de cette rÃgion peuvent aider Ã rÃsoudre les questions liÃes au leadership au sein du parti FNL. En effet, Rwsa estime que ces chefs d'Etats peuvent Ãtre des conseillers au prÃs des dirigeants burundais sur l'attitude Ã prendre sur cette question. Dans la mÃme correspondance, la question de la feuille de route convenue entre les politiciens Ã Kayanza, qui n'est pas du tout appliquÃe, est ÃvoquÃe. De plus, la rÃvision de la constitution est aussi perÃue comme un coup dur qui est portÃ contre les accords d'Arusha par le pouvoir de Bujumbura. Dans ce sens, ils demandent aux chefs d'Etats de la sous-rÃgion de prodiguer des conseils au pouvoir de Bujumbura afin qu'il adopte une attitude responsable. Ils demandent donc au gouvernement de ne pas courir avec le temps et de privilÃgier le dialogue afin d'avoir une constitution qui reflÃte les aspirations de toute les couches de la population burundaise et qui aidera sans doute au bon dÃroulement des Ãlections de 2015. Il reste toutefois confiant que lors des Ãlections de 2015, le parti FNL sera rÃunifiÃ. Selon lui, le parti FNL appartient aux Banamarimwe et non Ã lui, ni Ã ses protagonistes et encore moins Ã ceux qui l'ont divisÃ. [rpa/rtr/isanganiro/bonesha]- L'ancien dÃputÃ du Burundi au sein de l'assemblée de la Community considÃre que le parlement burundais n'a pas le droit de modifier la constitution du Burundi. Selon FranÃois Bizimana, la loi Ãlectorale leur interdit de procÃder Ã cette modification quand les articles concernÃs par cette derniÃre sont de nature Ã porter une modification substantielle et profonde au fonctionnement des institutions. Il donne les exemples de l'introduction de la primature en remplacement d'un des vice-prÃsidents, la majoritÃ au parlement sur le processus de vote des lois ainsi que le rÃle du sÃnat qui se trouve diminuÃ considÃrablement. Il demande plutÃt que le dialogue soit instaurÃ pour mettre Ã jour la constitution d'une maniÃre concertÃe et lÃgale. [bonesha]- L'opposition parlementaire considÃre que la mission du BNUB qui est celle d'accompagner le Burundi dans le rÃtablissement de la paix au Burundi est terminÃe. Selon le prÃsident de cette opposition, cette mission devrait donc prendre fin. Jacques Bigirimana estime que l'Union Africaine ainsi que la communautÃ est-africaine peuvent remplacer valablement ce bureau dans le travail qui reste Ã faire. Il demande de privilÃgier toujours le dialogue entre les partenaires afin d'avoir une paix durable dans le but de bien prÃparer les Ãlections de 2015. [bonesha/rtr]- Le parti Uprona quant Ã lui dit ne pas comprendre l'attitude du pouvoir actuel de vouloir mettre fin au mandat du BNUB au Burundi. Selon le prÃsident du groupe parlementaire Uprona, au moment oÃ le pays se prÃpare aux Ãlections de 2015, ce n'est pas le moment propice pour que ces observateurs de taille puissent Ãtre contraints de dÃguerpir. Selon le dÃputÃ Bonaventure Gasutwa, il faut Ã tout prix Ãviter les erreurs de 2010 et ce bureau peut nous y aider. Il demande plutÃt que son mandat soit prolongÃ et se montre optimiste quant Ã cette prolongation suite Ã la visite des experts de l'ONU au Burundi Ã ce sujet. En outre, ils vont rendre un bon rapport ajout-t-il. [rpa/rtr/bonesha]

SÃcuritÃ - Une personne a ÃtÃ tuÃe dans la zone Gatumba de la commune Mutimbuzi en province de Bujumbura la nuit de ce dimanche Ã lundi. Selon la veuve, il Ãtait vers 2h du matin de ce lundi qu'un groupe de personnes armÃes est entrÃ dans le domicile de la famille de Patrice Nahayo et lui ont intimÃ l'ordre de leur donner de l'argent avant de lui signifier qu'ils sont venus le tuer, mais il leur a signifiÃ qu'il n'a rien jusqu'au salon et lui ont ensuite tirÃ trois balles : une dans la tÃte, une autre dans la poitrine et une troisiÃme dans le cÃtÃ droit et il est mort sur le champ. Elle ajoute que ce n'Ãtait pas la premiÃre fois que cette famille soit attaquÃe. Elle demande que des enquÃtes soient diligentÃes afin que justice soit faite. En outre, elle demande que soit soutenue puisqu'elle reste avec 4 orphelins et une grossesse alors qu'elle n'a pas de moyens. Selon les voisins victime, Patrice Nahayo vivait en harmonie avec ses voisins et n'Ãtait en dÃsaccord avec personne. Ils s'Ãtonnent mobile de cet assassinat. [rpa/rtr/rtnb]- Une veuve a ÃtÃ tuÃe sur la colline de Kagari de la commune Gashoho en province Muyinga la nuit de ce dimanche Ã lundi. Selon des sources sur place, Euphrasie Ngunzira a ÃtÃ retrouvÃe ce matin de lundi dans son lit la tÃte fracassÃe. L'aide d'une houe. AgÃe de 67ans, elle venait juste d'arriver sur aprÃs que son dÃfunt mari y ait achetÃ une propriÃtÃ fonciÃre. Les mÃmes sources prÃcisent que des conflits fonciers seraient liÃs Ã ce meurtre puisque dans les jours passÃs, la victime avait eu des querelles fonciÃres avec quelques uns de ses voisins. Les autoritÃs administratives et policiÃres affirment cette information et ajoutent que deux personnes ont ÃtÃ arrÃtÃes pour des raisons d'enquÃtes. [rpa/rtnb]- Un corps sans vie a ÃtÃ dÃcouvert dans la riviÃre Mpano commune Gihanga en province Bubanza le matin de ce lundi. Selon des sources sur place, Nyandwi RÃverin rÃsidait sur la colline Nyarunazi de la commune Musigati de la mÃme province. Il est le troisiÃme retrouvÃ dans cette riviÃre aprÃs un autre corps et une autre personne griÃvement blessÃs retrouvÃs dans cette mÃme riviÃre samedi et dimanche. Rappelons tout de mÃme que la personne retrouvÃe samedi Ãtait un tÃmoin Ã charge de Nsabimana Joseph dit Ndombolo qui avait ÃtÃ arrÃtÃ et incarcÃrÃ dans la prison centrale de Mpimba accusÃ d'exÃcution extra judiciaire relÃchÃ par aprÃs. Cette victime subissait des menaces de mort de la part des Imbonerakure et avait mÃme fui vers Rubirizi avant que ces jeunes l' retrouvent et avait ainsi prÃfÃrÃ retourner Ã Buringa. Les auteurs de ces cas n'ont encore ÃtÃs apprÃhendÃs. Les associations de dÃfense des droits de l'homme dans cette province s'Ãntendent recruescence des cas de tueries dans cette province. Elles demandent en outre que les auteurs de ces exactions soient arrÃtÃs et traduits devant la justice. [rpa/rtr/isanganiro/bonesha]

recrutements. Selon lui, l'Université du Burundi va tout droit dans un fossé. La situation est d'autant plus confuse qu'il y aurait des étudiants qui auraient affirmé qu'ils bouderont les classes au moment où les enseignants recrutés sans tenir compte de critères de mérite viendront enseigner. Ledit syndicat demande que la situation soit revue avant qu'il ne prenne d'autres mesures allant dans le sens de la contrainte. [rpa/rtr] Sociét - Le FROSC trouve que le Sénat burundais a adopté le projet de loi sur les manifestations et réunions publiques dans le sens d'apporter plus de restrictions. Selon le dirigeant général de ce forum, les sénateurs ont intégré dans ce projet de loi, les nettoyages que les députés ont effectués. Vital Nshimirimana constate donc que si le texte est adopté comme il est, ce ne sera pas du tout un texte digne d'un pays démocratique. Il demande aux députés de refaire ce nettoyage dans l'intérêt de la démocratie.